

Questions orales

En ce qui a trait à son dernier commentaire, monsieur le Président, où on nous a traités en fin de semaine, en fait, de menteurs, j'aimerais que le collègue justement se lève et me traite de cela ici devant cette Chambre afin que je puisse lui répondre et je vais lui dire que depuis juin 1987, plus de 220 projets ont été approuvés pour 240 millions de dollars. Qu'on ne vienne pas me dire que le ministère du Développement économique régional est mort!

* * *

● (1510)

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES RÉPERCUSSIONS SUR DES SECTEURS INDUSTRIELS DE L'ONTARIO**

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre du Commerce extérieur. A-t-elle pris connaissance d'un rapport du MEIR démontrant que le libre-échange fera perdre leur emploi à des Canadiens ordinaires de l'Ontario dans les secteurs de l'automobile, des pneus, des pièces d'automobile, des appareils électroménagers, du matériel de construction et de manutention, du matériel électrique industriel, des fils électriques, des textiles, du vin, de la bière, des meubles domestiques, des jouets et jeux, des enregistrements sonores et de l'édition—la liste est interminable—et que les répercussions seront les pires dans le sud-ouest de l'Ontario? Si la ministre est au courant du rapport, pourquoi n'a-t-elle pas informé les Ontariens et les députés des graves répercussions qu'aura le libre-échange pour l'Ontario?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le ministre responsable a répondu à cette question. Je n'ai pas lu ce rapport. Le gouvernement ne lui a donné aucun caractère officiel.

J'ai cependant lu les rapports du Conseil économique du Canada, d'Informetrica et de l'Université de Toronto, qui ont tous conclu que les avantages que le Canada tirera d'un accord de libre-échange avec les États-Unis l'emportent de loin sur les problèmes auxquels nous expose le protectionnisme accru chez nos voisins du Sud. Les gens qui en bénéficieront le plus sont précisément les habitants du sud-ouest de l'Ontario.

LE RAPPORT DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ONTARIO

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, aux yeux de la ministre, ce qui suit apparaîtra sans doute comme des avantages. A-t-elle lu le rapport du ministère de l'Agriculture de l'Ontario, selon lequel les recettes agricoles de la province sont appelées à diminuer de moitié, notamment de 170 millions de dollars pour les producteurs laitiers; de 127 millions de dollars pour les aviculteurs et les producteurs d'œufs; de 45 millions pour les fruiticulteurs et les producteurs de cultures légumières; et de 24 millions pour les producteurs de céréales et d'oléagineux, soit une perte totale de 500 millions de dollars? La ministre n'en déduit-elle pas que le

moment est peut-être venu de mettre un terme à la folie que représentent les négociations sur le libre-échange?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la Chambre doit se rappeler que, pendant les deux derniers mois de ces négociations, il circulera toutes sortes de rumeurs, de bruits, d'accusations, on entendra maints discours électoraux, et tout simplement des tas de bêtises du genre de celles que vient de nous servir le député. Je n'ai pas l'intention de relever ce genre d'accusations sans fondement à un moment où les négociations sont dans une phase cruciale.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT**LES VOYAGES DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES**

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui est probablement en voyage, ma question s'adresse au premier ministre. Elle a trait au gaspillage du gouvernement. Le premier ministre approuve-t-il le comportement de son ministre de l'Énergie qui s'est rendu à Washington et à Vienne en septembre, à Cannes en octobre, à Washington et à Caracas en novembre, en Californie en janvier, en Suisse en février, à Bogota en avril, et à Paris en mai 1987 où il a dépensé 13 000 \$? Le premier ministre approuve-t-il des dépenses de ce genre? Sinon, que fera-t-il à ce sujet?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, comme le député le sait, j'en suis persuadé, le ministre est obligé de voyager à titre de président de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il s'est entretenu avec les représentants de l'Agence après la catastrophe à Tchernobyl. Il a effectué de nombreux déplacements pour défendre les intérêts multilatéraux et bilatéraux du Canada, notamment en ce qui concerne le marché très névralgique du pétrole.

Je suis persuadé que le député veut que notre ministre s'intéresse activement aux questions énergétiques sur le plan international. A mon avis, il s'est acquitté de sa tâche avec grande compétence et beaucoup d'esprit d'initiative. Le député devrait féliciter le ministre au lieu de lui faire des reproches mesquins.

LE PAIEMENT DES FRAIS JURIDIQUES D'UN ANCIEN MINISTRE

M. John Nunziata (York—Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question porte également sur le gaspillage au sein du gouvernement et en particulier sur le programme d'aide juridique au profit des anciens ministres. Le mois dernier, les Canadiens ont été révoltés d'apprendre qu'ils paieront 650 000 \$ de frais juridiques pour défendre l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale. Cela revient à 7 831 \$ par jour de séance. Comment le premier ministre peut-il justifier une telle décision de son gouvernement, une telle dilapidation de l'argent des contribuables? Peut-il nous dire si cela signifie que le gouvernement du Canada paiera aussi les frais juridiques de l'ancien ministre, député de Saint-Jean?